

Du New Deal de Roosevelt à la renaissance de la Russie

La PLACE de l'EUROPE



Dans son message annuel du 10 mai 2006 sur la Fédération, le président russe Vladimir Poutine a présenté un plan pour le renouveau industriel et scientifique de la Russie, capable de renverser la décadence héritée autant de la dictature communiste que des années Eltsine.

Vladimir Poutine a évoqué la mémoire du président américain Franklin Roosevelt pour décrire la mission que doit se donner le gouvernement russe aujourd'hui. Après avoir rappelé l'immense espoir suscité par la chute du communisme au début des années 90, il s'est attaqué aux intérêts financiers qui « ont recherché, au-delà de tout antécédent dans notre histoire, leur enrichissement personnel, aux dépens de

la majorité de nos concitoyens et au mépris de la loi et des normes morales. »

Citant un discours de Roosevelt prononcé en 1934, qui avait déclaré que « dans l'élaboration d'un grand programme national qui recherche le bien pour le plus grand nombre, il est vrai qu'on marche sur les pieds de certaines personnes, et il en sera ainsi. Mais ces pieds appartiennent à une poignée de gens qui cherchent à retenir ou à gagner des positions ou des richesses, ou les deux à la fois, en court-circuitant l'intérêt général », Poutine a expliqué que « ces paroles ont été prononcées au moment où le pays [les Etats-Unis] sortait de la grande dépression. De nombreux pays se sont trouvés confrontés à des problèmes

**BENOIT
CHALIFOUX**

| Vladimir Poutine

similaires, comme nous aujourd'hui, et beaucoup ont trouvé des moyens dignes de les surmonter.»

Le président russe a ensuite présenté l'ébauche d'un programme visant à moderniser l'industrie russe : « *Nous devons prendre des mesures sérieuses pour encourager l'investissement dans la production de l'infrastructure et dans le développement innovateur, tout en maintenant la stabilité financière que nous avons instaurée. La Russie doit réaliser tout son potentiel dans les secteurs de pointe comme l'énergie, les transports, les communications et l'aérospatial. (...) Nous devons prendre des mesures pour le développement de l'énergie nucléaire, avec des réacteurs sûrs de la nouvelle génération. Nous devons consolider la position de la Russie sur les marchés mondiaux dans la technologie et l'équipement nucléaires et mettre pleinement à contribution notre savoir, notre expérience. (...) Nous devons également, bien sûr, concentrer nos efforts sur de nouvelles directions prometteuses pour l'énergie : l'hydrogène et l'énergie thermonucléaire.* »

Sur le plan monétaire, il a fait part des efforts du gouvernement pour parvenir au rouble convertible, qui doit être une devise attractive pour les règlements et l'épargne. « *Nous devons organiser, sur le territoire russe, des marchés pour la commercialisation du pétrole, du gaz et d'autres biens, marchés sur lesquels les transactions seront effectuées en roubles. Nos biens sont commercialisés sur les marchés mondiaux, alors pourquoi pas ici, en Russie même ?* »

Le président russe s'est ensuite attaqué au problème de la démographie, annonçant des mesures visant à renverser la chute de la population, qui diminue à raison de sept cent mille personnes par an en moyenne. « *D'abord, nous devons faire baisser le taux de mortalité, deuxièmement, adopter une politique de migration efficace et troisièmement, nous devons augmenter le taux de natalité.* » Il a proposé un programme pour encourager les naissances, grâce à des allocations familiales plus généreuses. « *Notre but doit être d'encourager les familles à avoir au moins un deuxième enfant.* »

ROOSEVELT contre CHURCHILL

ELLIOTT ROOSEVELT

Dans cet extrait d'une discussion entre Franklin Roosevelt et Winston Churchill, le président américain défend le développement des capacités productives des pays moins avancés contre le libre-échange pratiqué par l'Angleterre.

« Naturellement, dit-il, avec une assurance... teintée de malice, une fois la guerre terminée, une des conditions premières d'une paix durable doit être une plus grande liberté du commerce. Il ménagea un bref silence. Le premier ministre avait baissé la tête. Il observait mon père par-dessous ses sourcils.

— Pas de barrières artificielles, poursuivit mon père. Le moins possible d'accords économiques comportant la clause de la nation la plus favorisée. La voie ouverte à l'expansion. Les marchés ouverts à une concurrence saine. »

Ce disant mon père promenait son regard dans la pièce, innocemment.

Churchill remua dans son fauteuil.

« Les accords commerciaux de l'Empire britannique sont..., commença-t-il en pesant les mots. »

Mon père l'interrompit :

« Oui, ces accords commerciaux de

l'Empire sont une question à étudier. C'est à cause d'eux, que les peuples de l'Inde et d'Afrique, de toutes les colonies du Proche-Orient et de l'Extrême-Orient sont aussi arriérés. »

Le cou de Churchill s'empourpra. Il se pencha en avant.

« Monsieur le Président, l'Angleterre n'envisage pas un instant de renoncer à la position privilégiée dont elle jouit dans les Dominions. Le commerce qui a fait la grandeur de l'Angleterre doit rester ce qu'il est et cela dans des conditions fixées par le gouvernement de ce pays.

— Voyez-vous, dit lentement mon père, c'est sur ces questions qu'un désaccord pourrait naître entre vous, Winston, et moi. Je suis persuadé qu'on ne saurait concevoir une paix durable sans le développement des pays arriérés et aussi des peuples arriérés. Comment y parvenir ? En tout cas pas en employant

UN NOUVEAU NEW DEAL AUX ETATS-UNIS

Le New Deal, comme source d'inspiration pour faire face à la décadence post-industrielle et scientifique à laquelle sont également confrontés les Etats-Unis, est à l'origine d'un large débat depuis quelques années déjà dans ce pays. L'économiste américain Lyndon LaRouche a présenté, au printemps 2006, une proposition de loi d'urgence pour sauver l'industrie automobile américaine, aujourd'hui menacée d'un processus de démantèlement sans précédent. Proposant une reconversion immédiate du secteur automobile, l'appel de LaRouche vise à « motiver la formulation immédiate d'une législation nationale de la plus haute urgence : une loi visant à empêcher que l'effondrement imminent de l'industrie automobile américaine

**La population
russe diminuée
de 700 000
personnes
par an**

ne marque le début de la destruction en chaîne, quasi inévitable, de l'ensemble de l'économie physique des Etats-Unis. » Une loi d'urgence doit permettre de mettre en place « une nouvelle infrastructure nationale » : de convertir l'industrie automobile vers des projets prioritaires dans les transports ferroviaires (lévitation magnétique)

et fluviaux, la protection contre les inondations, l'énergie nucléaire, l'espace et autre domaines.

LaRouche avait, depuis un an, déjà anticipé cette crise et, par conséquent, conduit de nombreuses discussions avec des dirigeants démocrates. Comme il l'explique dans un discours en janvier

2006, il a « dirigé une lutte, au sein du Parti démocrate et ailleurs, pour faire comprendre aux Américains que General Motors avait l'intention de se faire mettre en faillite, pour se transformer en une simple société financière, tout comme l'ont fait US Steel et General Electric il y a quelques années. »

des méthodes du XVIII^e siècle.

— Qui vous parle d'employer des méthodes du XVIII^e siècle ?

— N'importe lequel de vos ministres, quand il préconise une politique qui consiste à tirer d'une colonie ses richesses naturelles sous forme de matières premières, sans rien donner à ce pays en échange. Les méthodes du XX^e siècle veulent qu'on industrialise ces colonies. Les méthodes du XX^e siècle veulent qu'on accroisse la richesse de ces peuples en élevant leur niveau de vie, en leur donnant de l'instruction, et en améliorant leurs conditions sanitaires, bref qu'on leur donne quelque chose en échange de leurs richesses brutes. »

Tout le monde resta figé sur place. Hopkins souriait. Le commandant Thompson, l'aide de camp de Churchill, était maussade et semblait inquiet. Le Premier ministre lui-même avait l'air d'un homme menacé d'apoplexie.

« Vous faites allusion à l'Inde ? grogna-t-il.

— Oui. Je ne peux pas croire qu'on puisse combattre l'esclavage fasciste sans rien faire pour libérer les peuples,

partout dans le monde, d'une politique coloniale périmée.

— Et les Philippines ?

— Je suis content que vous me posiez la question. Les Philippines obtiendront leur indépendance en 1946. Et la population y bénéficie déjà des conditions d'hygiène modernes et d'une instruction publique également moderne. L'analphabétisme y est en régression constante.

— On ne peut rien changer aux accords économiques de l'Empire.

— Ce sont des dispositions artificielles.

— Ce sont les fondements de notre puissance.

— La paix, dit fermement mon père, est incompatible avec le maintien d'un despotisme, quel qu'il soit. La structure de la paix réclame l'égalité des peuples et cette condition sera remplie. Or, l'égalité des peuples implique à son tour la liberté du commerce. Peut-on nier que la tentative des Allemands pour dominer le commerce en Europe centrale ait été une des principales causes de la guerre ? »

Il n'y avait pas d'entente possible entre les deux hommes sur ce point.

**Mon père m'a dit,
Elliott Roosevelt,
Flammarion,
traduction
de Nathalie Gara**



**Roosevelt
et Churchill**

Les Etats-Unis et l'Europe ont été victimes, comme les pays de l'Europe de l'Est et la Russie, d'une vague de désindustrialisation qui met en danger leur statut en tant qu'économies modernes. Comme LaRouche l'a formulé à la même occasion, « *il est vrai que nous produisons trop d'automobiles, mais l'enjeu ici est l'intégrité de la nation en tant que pays productif. Aux Etats-Unis, la productivité est concentrée essentiellement dans un secteur (et il en va de même, en partie, en Allemagne avec les PMI) : non seulement dans le secteur de la technologie de pointe, mais celui de la machine-outil avec sa force de travail qualifiée. Le secteur de la machine-outil moderne, avec ses travailleurs, constitue la partie fondamentale de toute économie moderne. (...)*

« *Aujourd'hui, les capacités en machines-outils sont surtout concentrées, aux Etats-Unis et en Europe, dans une petite partie de l'industrie aéronautique (...) ainsi que dans l'automobile, où on trouve la plus forte densité d'emplois productifs qualifiés. Sans ce secteur, une économie ne peut pas se développer de manière indépendante, car elle ne pourra pas produire de nouvelles technologies. On pourra faire des inventions, des découvertes scientifiques en laboratoire, etc., mais sans un secteur de machine-outil efficace et lié à l'industrie, il n'y aura pas de progrès économique.* »

L'industrie automobile est ce qui reste de la formidable puissance productive mise en place par Franklin Roosevelt et Harry Hopkins pendant la deuxième guerre mondiale. L'industrie automobile représente pour les Etats-Unis le seul espoir et le seul tremplin pour une politique de reconquête industrielle, sans quoi il n'y a

Franklin Roosevelt |



plus d'économie nationale. Il en va évidemment de même pour l'Europe qui, avec la disparition des PMI en Allemagne et des grandes entreprises publiques en France, se condamne à une mort économique.

QU'ENTEND FAIRE L'EUROPE FACE À LA DÉSIDUALISATION ?

La réponse des élites européennes à ce processus n'est malheureusement pas des plus rassurantes. Refusant obstinément de s'inspirer du nouveau volontarisme russe et du débat initié par LaRouche et ses collaborateurs aux Etats-Unis, les dirigeants européens s'accrochent désespérément aux intérêts financiers supranationaux responsables de ce déclin. Comme on l'a vu lors d'une récente conférence de presse de Vladimir Poutine, le 24 mai 2006 à l'occasion du sommet russo-européen de Sotchi, l'attitude européenne à l'égard des plans du gouvernement russe relève plus du colonialisme que d'une volonté de collaboration entre partenaires égaux. Ces élites préfèrent voir la Russie comme simple exportatrice de gaz et de pétrole, et considèrent tout plan de modernisation de l'industrie russe, incluant dans le secteur nucléaire, comme signe de négligence envers ses « obligations de sécurité énergétique à l'égard de l'Europe ». Toute initiative volontariste est présentée non pas comme une recherche d'indépendance vis-à-vis d'intérêts financiers obsédés par la rentabilité à court terme mais comme signe d'un retour à une économie centralisée.

Ainsi, nous revenons à l'éternel dilemme : la richesse d'une nation provient-elle de la simple exploitation des matières premières (souvent celle des autres) ou bien de l'exercice, par l'homme, de ses capacités créatrices, et d'une plus grande harmonisation de ses efforts dans le développement des technologies les plus avancées ?

Le bien être et l'avenir de l'Europe dépendent d'une politique d'investissement dans l'équipement et l'infrastructure à l'usage des générations à venir, dans la recherche scientifique fondamentale et l'innovation technologique dans des secteurs entièrement nouveaux ; et non pas de l'accumulation, dans les mains d'une élite restreinte, de plus value financière acquise par la cannibalisation des investissements consentis – souvent au prix d'immenses efforts – par les générations passées. L'Europe et le monde ont besoin de nouveaux Colbert, et non pas de Fouquet.